



LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

Septembre 2020 – n°82

SOMMAIRE

Quel jour d'après pour l'Union européenne ? <i>par Bruno Vever</i>	P. 2
La Chine est-elle l'amie des entreprises européennes <i>par Xavier Grosclaude</i>	P. 7
Europe : Yes I want a future... <i>par François-Xavier Bellest</i>	P. 8
Informations sur l'Association	P. 13



QUEL JOUR D'APRES POUR L'UNION EUROPEENNE ?

Bruno VEVER

« L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises ». Le temps est-il venu de donner enfin sa pleine traduction au constat lucide et prémonitoire de Jean Monnet ?

Certes, l'Europe ne fut guère avare en crises de toutes natures ces dernières années : échec du traité constitutionnel, sauvetage grec, facture des *subprimes*, divorce britannique, dissensions budgétaires, tensions nord-sud comme est-ouest. Mais nos dirigeants ne voulurent ou ne surent les affronter et les régler par le haut, c'est-à-dire par un nouveau pas décisif d'intégration. Ils se contentèrent d'arrangements de circonstance, à la marge du strict nécessaire, arrachés in extremis à l'issue d'interminables marathons. Le prix de cette procrastination chronique fut une eurosclérose paralysante, doublée d'un euroscepticisme croissant.

Les invocations européennes d'Emmanuel Macron sitôt élu, comme les invitations pressantes à ses partenaires, en premier lieu l'Allemagne, n'y auront rien changé : même s'il boîte, on ne fait pas boire l'âne qui n'a pas soif ! Les pénibles marchandages de programmation 2021-2027 du futur budget européen, à ce jour interrompus sur un cuisant échec, témoignaient encore récemment de cette évaporation mortifère de l'esprit européen des pères fondateurs.

Micro-virus, maxi-effets

Alors que cette Europe en déshérence avait fini par s'identifier à un mal-être structurel, et à une désertification sans appel des ambitions communes, l'irruption du Covid-19, la confrontant sans prévenir à la perspective immédiate d'une embolie mortelle, a rebattu toutes les cartes. Qui eut imaginé qu'un virus asiatique, dont tout le monde ignorait l'existence quelques mois auparavant, déclencherait un cataclysme sans précédent dans l'histoire de la construction européenne ? Qui eut prédit que des mesures de confinement sanitaire des Etats membres, improvisées dans l'urgence sans aucune coordination mutuelle et sans aucun esprit de solidarité, fermeraient subitement et unilatéralement les frontières nationales, bloqueraient le fonctionnement du marché unique et plongeraient dans une hibernation inédite toute l'économie, rendant la situation européenne totalement méconnaissable ?

En quelques semaines, les prévisions économiques 2020 ont ainsi plongé de plus de 10 points de PIB, annonçant une récession de près de 9%, sans précédent depuis la crise de 1929 ! La chute n'épargne aucun pays, par-delà ses graduations (cf. moins 6 à 8 points pour l'Allemagne, moins 10 à 12 pour la France). Alors qu'aucun retour au niveau de 2019 n'est escompté avant 2022 au mieux, le chômage a déjà bondi de 7 à 10%, les faillites d'entreprises se sont multipliées et les incertitudes se sont généralisées.

Pour combattre pareil incendie, les États ont dès lors été contraints de prendre tous les moyens, y compris les fonds et le crédit qu'ils n'avaient pas, mais que la Banque centrale européenne dut leur assurer sans trop

compter. L’amorce d’une hésitation de Christine Lagarde à en garantir le plein accès suffit d’ailleurs à faire plonger les bourses en un clin d’œil, et il fallut ses réassurances d’urgence pour enrayer leur chute, prélude à un redressement qui, sans approcher des niveaux d’avant la crise, s’avéra meilleur et plus rapide qu’après la précédente des *subprimes*.

Par-delà les soubresauts des marchés financiers, le déficit des budgets publics aura surtout explosé, dépassant à présent 8% du PIB de la zone euro en montant annuel (10% pour la France) et 100% en montant cumulé. Alors que les critères de Maastricht avaient réussi, à force de surveillance mutuelle, à être respectés par la plupart des Etats (se réduisant même à 0,6% du PIB de la zone euro en 2019, malgré les difficultés françaises à atteindre les 3%), ils se sont volatilisés du jour au lendemain suite à la violence du cataclysme, forçant la Commission européenne à échanger précipitamment son uniforme de gendarme pour une blouse de secouriste.

Seule zone calme dans l’œil du cyclone, alors que des centaines voire des milliers de milliards d’euros sont mis en jeu pour combattre la crise : une inflation étrangement inexistante, prévue nulle pour la zone euro en 2020, et bien en deçà de 1% en 2021.

Une Banque centrale européenne en première ligne

Dès les premiers confinements sanitaires en mars dernier, la Banque centrale européenne prit l’initiative de débloquer d’urgence 750 milliards d’euros pour soutenir le secteur bancaire et refinancer, par divers circuits intermédiaires, les emprunts d’Etats. En juin, elle rajouta 600 milliards, portant son appui quasiment inconditionnel à 1350 milliards d’ici à septembre 2021, avec des taux d’intérêt aussi réduits qu’inchangés.

Plus que jamais, la BCE s’est ainsi confirmée en clef de voûte de l’économie européenne, alimentant le crédit interbancaire tout en préservant les marges des opérateurs, sécurisant les obligations publiques et privées, dont elle peut assumer jusqu’à un tiers, permettant aux Etats d’intervenir au-delà de leurs moyens propres sans augmenter les impôts ou relever leurs taux d’emprunt, rassurant des marchés financiers qui avaient dévissé de 40% avant d’en récupérer les deux tiers, bref maintenant le système économique et financier debout malgré l’ampleur du séisme.

Enfin, alors qu’on redoutait il y a peu que l’Allemagne ne recroise le fer contre un interventionnisme débridé de la BCE, comme la Cour constitutionnelle de Karlsruhe l’avait explicitement fait craindre, une récente mise au point apaisante du ministre des finances Olaf Scholz laisse plutôt prévoir un déminage du conflit. C’est que l’ampleur et la brutalité sans pareille de la crise ont fini par convaincre nos pragmatiques voisins, bien mieux que tous les plaidoyers d’Emmanuel Macron, que le temps paraît venu de reconsidérer des tabous jusqu’ici immuables, afin d’éviter que l’Allemagne ne soit elle-même la première victime d’une embolie européenne.

Un axe franco-allemand à la manœuvre

Le maxi-cataclysme déclenché par le micro-virus aura ainsi eu le miraculeux effet, digne d’une fable de La Fontaine, de sortir l’axe franco-allemand d’une incompréhension persistante, mal dissimulée par le laborieux traité d’Aix-la-Chapelle de 1919, qui aura tant peiné à actualiser utilement l’original de 1663.

Assurant la présidence tournante de l'Union européenne au second semestre 2020, en équipe avec le président permanent du Conseil européen Charles Michel, Angela Merkel aura fini par se rendre à l'évidence que ses positions européennes conservatrices défendues jusqu'alors n'étaient plus tenables, et qu'un revirement devenait, dans l'intérêt bien compris de l'Allemagne elle-même, indispensable pour sauver l'union économique et monétaire, préserver le marché unique, résorber des fractures intra-européennes devenant ingérables, relancer l'économie européenne durement affectée par une crise inédite et assurer un avenir durable à l'Union. Ce revirement tardif mais raisonné permettra aussi à la chancellerie d'ajouter à un bilan national solide et reconnu les mérites complémentaires d'une authentique relance de la construction européenne, à l'instar d'Helmut Kohl.

Il devenait dès lors possible à Angela Merkel et Emmanuel Macron de parler sans plus de contorsions un langage commun, ce qui n'avait guère été possible jusque-là, et de lancer une véritable initiative commune pour relancer l'Europe. Celle-ci, présentée le 18 mai, propose un emprunt européen de 500 milliards d'euros garanti par l'Union européenne elle-même. L'initiative n'est pas seulement audacieuse et marquante, mais révolutionnaire : une telle mutualisation de la dette avait toujours été écartée auparavant suite au refus en première ligne de l'Allemagne elle-même.

Comme on pouvait s'y attendre, ce revirement encourut l'opposition d'une arrière-garde, toutefois très minoritaire. Les Pays-Bas, l'Autriche, la Suède et le Danemark (ces derniers restés depuis toujours à l'écart de l'UEM), déjà vent debout à l'encontre de revalorisations même mineures du budget européen sur la période 2021-2027, exprimèrent dès le 23 mai leur désaccord sur toute mutualisation des dettes et toute redistribution au profit des Etats plus nécessiteux, exigeant les contrôles les plus stricts et le remboursement à terme de toutes nouvelles aides européennes.

Une Commission européenne réanimée

Nonobstant ces récriminations attendues, la Commission von der Leyen non seulement reprit à son compte le plan franco-allemand mais le renforça encore : elle proposa ainsi dès le 27 mai de lever auprès des marchés financiers, directement au nom de l'Union européenne, avec une garantie collective complémentaire des Etats membres, non pas 500 mais 750 milliards d'euros sur 3 ans. Mis en œuvre dès janvier 2021, ce plan viserait à redistribuer aux États membres 500 milliards d'aides directes et 250 milliards de prêts.

Objectifs : appuyer le rétablissement des économies les plus touchées par la crise, renforcer le marché intérieur européen, accélérer la numérisation de l'économie et investir dans les technologies du futur, développer la protection de l'environnement comme celle de la santé, résorber les fractures européennes au bénéfice des Etats et des régions le plus nécessiteuses, contribuer ainsi tant au renforcement compétitif de l'Union européenne qu'à l'affirmation d'une souveraineté commune.

Une part importante des financements aux États membres serait conditionnée à une validation collective, faisant suite à des demandes annuelles précisant le contenu des plans nationaux. Aucune conditionnalité ne serait toutefois exigée qui imposerait des réformes nouvelles aux bénéficiaires, les vérifications portant essentiellement sur la conformité aux préconisations économiques arrêtées dans le cadre du « semestre

européen ». La Banque européenne d'investissement inciterait les fonds d'investissements à prendre des participations dans des sociétés jugées stratégiques. Les emprunts européens auprès des marchés seraient remboursables à dater de 2028 jusqu'en 2058.

La Commission a également proposé d'ouvrir, à l'issue de la programmation budgétaire 2021-2027 en cours de négociation, le débat sur un doublement à l'horizon 2028 du plafond du budget annuel de l'Union, qui passerait d'environ 1% du PIB (plafond inchangé depuis des décennies) à 2%, avec un renforcement des ressources propres, indépendantes des Etats, appuyées sur des taxes européennes pouvant notamment concerner les géants du numérique « gafa », les transactions financières, le plastique, le carbone.

Un réalignement institutionnel des planètes

L'histoire retiendra sans doute qu'après les pères fondateurs de la construction européenne d'après-guerre, il sera revenu à trois « mères refondatrices », placées au bon moment aux bons endroits, de prendre le relais pour engager l'indispensable relance européenne d'après-crise.

La française Christine Lagarde, à la tête de la Banque centrale européenne, institution intrinsèquement fédérale de l'Union européenne, devenue totalement stratégique, pesant aujourd'hui d'un poids rivalisant avec celui de la *Federal reserve* américaine, capable de tenir tête aux attaques spéculatives, aura pris toutes les initiatives pour consolider l'union monétaire et en faire l'instrument d'une Union européenne plus puissante, plus souveraine, plus sûre et plus solidaire.

L'allemande Ursula von der Leyen aura vite redécouvert, après un trop long effacement de la Commission dans l'ombre du Conseil et de ses Etats, la vocation originelle, dynamisante et fédéralisante, de son institution, telle qu'avait su l'assurer en son temps Jacques Delors, au profit d'une vraie relance du projet européen, à la hauteur d'une crise européenne et mondiale inédite et des nouveaux rapports de force internationaux, capable de ranimer la confiance et de remobiliser les énergies.

La chancelière Angela Merkel enfin, elle-même originaire de cette Allemagne de l'Est longtemps séquestrée de l'autre côté du mur, après avoir paru trop confinée dans une vision peu imaginative et conservatrice de l'Europe, à l'inverse de son prédécesseur Helmut Kohl, aura été convertie sur le tard, par la violence des événements et grâce à une relation de confiance restaurée avec Emmanuel Macron, à l'urgence d'une nouvelle étape décisive dans l'intégration économique et financière de l'Union. Sa mutation personnelle incarne mieux que toute celle en cours de l'Union européenne elle-même, qu'il lui appartiendra de conduire personnellement tout au long de l'actuelle présidence semestrielle du Conseil par l'Allemagne.

Avec ces trois femmes d'autorité aux postes clés, portées par une ambition collective renouvelée, c'est bien une complète transformation de l'Union qui se profile, opportunément facilitée par le récent Brexit, permettant d'envisager de passer enfin d'une Europe bancale et inaboutie, circonscrite aux échanges, à une Europe affirmée et ambitieuse, garante des solidarités. Lors des « consultations citoyennes sur l'Europe » les critiques avaient déjà clairement dénoncé non ce que l'Europe avait fait mais ce qu'elle n'avait pas fait ! Il était grand temps d'ouvrir le nouveau chapitre.

Une acclimatation européenne de la «méthode Hamilton»

Ce nouveau chapitre commencera donc par l'expérimentation d'une approche totalement nouvelle et alternative visant à assurer enfin à l'intégration européenne la capacité budgétaire requise que les Etats lui ont constamment restreint, pour ne pas dire refusé, depuis des décennies.

Le plafond à ce jour inamovible d'un budget européen confiné à 1% du PIB (quand le budget fédéral des Etats Unis dépasse les 20%) avait jusqu'ici privé l'Europe de tous moyens crédibles pour s'affirmer sur une base autonome et souveraine. La part des ressources propres (droits de douane, prélèvements agricoles, etc.) n'aura d'ailleurs pas cessé de diminuer dans les recettes du budget communautaire, au profit de contributions nationales directes étroitement contrôlées par les Etats, dont la répartition n'aura pas cessé de créer des tensions et des revendications correctives des uns ou des autres, empoisonnant de façon permanente le climat européen.

Cette méthode alternative, qui permettrait de dépasser tous ces obstacles, nous vient en droite ligne des moyens inventés il y a près de deux siècles et demi pour assurer les ressources propres à l'origine du développement des Etats-Unis : le jeune Alexander Hamilton, premier secrétaire américain au trésor, ayant obtenu de George Washington l'amorçage d'une *Federal reserve*, l'alimenta par un emprunt direct auprès des investisseurs et des citoyens américains, passant outre aux obstacles budgétaires de divers Etats représentés au Congrès. Combinant la garantie de l'Etat fédéral avec celle d'Etats fédérés, cette initiative permit de jeter les bases d'une responsabilité et d'une solidarité collectives, et d'assurer aux Etats-Unis naissants les moyens financiers requis pour gagner leur guerre d'indépendance, affirmer leur souveraineté, financer leurs infrastructures et accélérer leurs investissements.

Bien évidemment; et comme aujourd'hui, cette initiative fut combattue, sans succès, par des Etats fédérés plus riches ne voulant pas payer pour les autres. Mais Hamilton tint bon et les investisseurs firent un triomphe à la collecte de ses treasury bonds. Ce système de la Federal reserve contribua ainsi de façon décisive, en s'appuyant sur les entreprises et sur les citoyens, à créer une dynamique collective inédite qui finira par faire des Etats-Unis la première puissance mondiale.

En empruntant, elle aussi directement auprès des investisseurs, au nom de l'Union européenne elle-même, les centaines de milliards d'euros additionnels que les Etats lui ont toujours refusé, la Commission européenne redynamisée, confortée par un axe franco-allemand ressoudé et appuyée sur une Banque centrale européenne remobilisée, renouvellera-t-elle l'exploit d'Hamilton ?

Hier, tout cela n'eut été qu'un plan fumeux sur une comète introuvable. Mais aujourd'hui, à la suite d'un virus, le plan est là et les planètes s'alignent, enfin, au retour d'une comète que personne n'attendait plus ! L'avenir, y compris pour l'Europe, n'emprunte décidément pas toujours les voies du vraisemblable...

Bruno Vever,
vice président d'Europe et Entreprises.

Post scriptum : Depuis le Conseil européen des 17-21 juillet a entériné les 750 milliards d'euros tout en réduisant notamment les aides non remboursables à 390 milliards.

LA CHINE EST-ELLE L'AMIE DES ENTREPRISES EUROPEENNES ?

Xavier GROSCLAUDE

Depuis le lancement officiel, il y a cinq ans, du projet « Belt and Road Initiative » (BRI) (traduit par « les Nouvelles Routes de la Soie » en français) qui englobe **65 pays** et représente **plus de 50 % du PIB mondial**, les entreprises européennes sont condamnées à regarder passer les trains sans pouvoir monter dans un seul wagon...

Régulièrement présenté par le Président Xi Jinping comme un projet international, la BRI est surtout et avant tout un projet chinois conçu pour les entreprises chinoises au profit exclusif de la Chine, un projet géopolitique au sens large du terme destiné à mettre le continent eurasiatique sous dépendance commerciale chinoise avec un réseau d'infrastructures logistiques (aéroports, ports, pont, voies ferrées...), suffisamment dense pour alimenter tous les marchés et sécuriser ses approvisionnements énergétiques.

Si l'Union européenne a toujours été consciente de sa relation fondamentalement asymétrique avec la Chine, la crise sanitaire liée au coronavirus a mis en évidence une dépendance plus que critique de l'Union vis-à-vis de la Chine, une dépendance problématique à moyen terme pour l'exercice de sa souveraineté y compris dans le domaine spatial.

L'attitude offensive de la Chine durant la crise sanitaire, sur fond de désinformation (voire de propagande), de cyber espionnage et d'entrisme continue au sein des principales organisations internationales, pour imposer ses normes, laisse peu de doute, si certains en avaient encore, sur ses ambitions au niveau mondial.

La Chine désormais qualifiée de « rival systémique » par la Commission européenne est une dictature digitale communiste au capitalisme d'Etat, un pays dont tous les dirigeants d'entreprises sont soumis à un devoir de loyauté à l'égard du Parti Communiste Chinois (PCC)...Huawei ne peut pas l'ignorer, pas plus que l'Union européenne.

Aujourd'hui, la relation de la Chine, « passager clandestin » de l'OMC depuis 2001, avec les entreprises européennes, vise uniquement à accélérer des transferts de technologies et de compétences dans des secteurs jugés stratégiques par le PCC pour le développement économique de la Chine.

De fait, alors que la négociation sur le traité d'investissement bilatéral entre l'UE et la Chine patine sérieusement, faute de volonté politique du côté chinois, l'opacité des conditions de mise en œuvre de la BRI et les difficultés rencontrées par les entreprises européennes pour accéder aux appels d'offres chinois y afférant n'est pas de nature à rassurer ces dernières sur les intentions réelles de la Chine en matière de coopération économique...

Xavier GROSCLAUDE,
délégué général Fenêtre sur l'Europe.

EUROPE : YES, I WANT A FUTURE !

François-Xavier BELLEST

Cette Lettre Europe & Entreprise revêt un caractère quelque peu particulier. Nous venons tous et toutes de vivre un (long) moment exceptionnel dans notre vie : la crise sanitaire mondiale de la Covid. Difficile de ne pas l'évoquer dans cette édition, car cette crise est une exception, rapport aux autres crises déjà traversées.

D'une part, nous sommes toutes et tous touchés par cette crise. Durant près de sept semaines, nous avons assisté à une suspension sociétale, à une sorte de « *démondialisation* ». Dans le monde, près de deux milliards d'individus sont restés enfermés chez eux. Durant cette période, l'ensemble des pays confinés se sont trouvés en synchronisation face à la pandémie. Nous avons « habité » un monde commun en assistant, impuissants, à une crise mondiale. Confinement, arrêt quasi total des outils de production et de transformation, arrêt quasi total du trafic mondial aérien, interdiction de circuler, rétablissement des frontières, mais une connexion permanente avec « *les autres* ». Le réseau Internet aidant, de chez soi, nous avons « communiqué » avec cette crise. Scotchés aux flashes d'information, nous comparions ce qui passait hors de nos propres frontières. Ici, la désolation au jour le jour, là, l'entraide. Nous étions citoyens du Monde, plus cosmopolites qu'à l'habitude, et pour les uns cherchant à être l'ambassadeur de quelque chose. Dans la « diversité », les Européens se trouvaient unis face à ce quelque chose de difficilement maîtrisable.

D'autre part, nos institutions ou gouvernements nous avaient préparé à la lutte contre le terrorisme, aux crises financières, aux flux de migration... Nous étions préparés, plus ou moins, à « vivre » une guerre conventionnelle (une nation contre une autre), mais loin cette idée de nous d'imaginer de « vivre » une crise relevant du domaine de la santé et de l'hygiène. Une crise dont l'ampleur est mondiale, et dont, malgré nous, sommes tous spectateurs et acteurs, spectatrices et actrices. Pour chacun de nous autres, cette crise a fait apparaître des réalités, des convictions, des incertitudes, des peurs, des interrogations. Cette crise nous a également amené à avoir des (nouveaux) comportements et utiliser des mots dans un nouveau contexte. Confinement, déconfinement, distanciation, gestes barrières sont des mots que nous utilisons aujourd'hui avec une « certaine » banalité dans notre vocabulaire quotidien.

Les Européens, l'Europe, à l'égal d'autres « nations », se sont donc confinés... pour lutter contre cette pandémie. Et rien n'a été facile tant pour les citoyens, tant pour les gouvernants des États-membres, que pour les institutions européennes.

Dans l'histoire du projet européen depuis 1951, c'est une banalité qui tient lieu d'évidence : l'unification de notre continent n'a progressé qu'au travers des crises.

D'ailleurs, à ce sujet, le mot crise a une étymologie fascinante : une connotation négative venant du latin médiéval « *crisis* » et signifiant « manifestation violente et brutale d'une maladie », mais aussi un substrat grec

bien plus neutre, « *krisis* » qui veut dire « jugement ou encore « décision ». Autrement dit, la crise est un stade de développement nécessitant une décision, laquelle aura des conséquences majeures sur les stades ultérieurs. La crise financière de 2008 nous a donné l'occasion de changer radicalement de modèle économique au niveau international. Celle que nous traversons est la première du genre. La Covid19 a frappé de plein fouet les 27 États membres à des degrés divers, avec des réactions et des gestions diverses, la Covid19 affaiblit comme jamais nos économies et l'on s'interroge aujourd'hui de savoir si elle menace notre modèle social.

Il serait facile de critiquer l'Europe et ses institutions dans la réaction face à cette crise sanitaire. L'on trouve toujours quelque chose à (re)dire. L'Europe devait agir, faire ceci ou cela, ne pas attendre, etc.

Sans politique commune de santé, que faire ? Face à cette crise sanitaire sans précédent, les États membres ont répondu dans la diversité, valeur chère à l'Europe, en déployant de multiples plans avec situations très diverses. Les états sanitaires et les infrastructures médicales des États membres ne se valent pas et ne peuvent pas se comparer. La circulation des citoyens européens a été mise à mal, mais personne, ni les États membres ni l'Europe ne disposaient du « bon » mode d'emploi. Pendant les périodes de confinement, puis de déconfinement et même de re-confinement, l'Europe s'est cloisonnée en rétablissant des frontières, quelquefois incomprises, mais certainement nécessaires au regard de la situation de chacun des États-membres.

Cette crise sanitaire est arrivée dans une Europe préoccupée, affaibli par sa gestion du Brexit et la montée des populismes qui inquiète toujours. Cependant, malgré une Europe qui n'a pas encore réussi son articulation entre l'économique et le politique par le pari de l'harmonisation sociale et fiscale, reste puissante dans le domaine économique. En se construisant sur ses valeurs de paix, sa notion de marché intérieur puis sur sa monnaie, l'Euro, l'Europe reste un acteur économique majeur. Face à la crise sanitaire, l'Europe s'est montrée puissante et généreuse pour répondre aux besoins des États membres. Alors que les États membres allaient de leurs annonces de leurs plans de soutien et de relance, l'Europe a frappé fort, quoique ses détracteurs en pensent. Afin de ne pas « m'étendre » dans cet article sur ce plan de relance pour l'Europe, voici un extrait du site web de la Commission européenne, pour compléter mes propos :

« La Commission européenne a proposé le 26 mai un important plan de relance pour l'Europe, fondé sur l'exploitation de tout le potentiel offert par le budget de l'UE, afin de contribuer à réparer les dommages économiques et sociaux provoqués par la COVID19, de donner un coup de fouet à la relance européenne et de protéger et créer des emplois. Le 21 juillet 2020, les dirigeants de l'UE sont parvenus à un accord sur ce plan de relance et sur le cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027, afin de sortir de la crise et de jeter les bases d'une Europe moderne et plus durable. Les négociations avec le Parlement européen vont commencer à présent, en vue d'achever au plus vite les travaux relatifs à l'ensemble des actes juridiques concernés. Une fois adoptée, la décision relative aux ressources propres devrait être approuvée par les États membres dans les meilleurs délais, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. » (Rubrique « Accueil » > « Vivre, travailler et voyager dans l'UE » > « Santé » > « Réaction face au coronavirus » > « Plan de relance pour l'Europe »).

A ce niveau de lecture, il est intéressant de souligner que cet extrait est placé sous la rubrique du site web de la Commission européenne à l'onglet « *Vivre, travailler et voyager dans l'UE / Santé...* ». Vue l'enveloppe financière dudit plan de relance, pourquoi ne pas l'avoir placé sous la rubrique *Accueil* et l'information aurait été donc directe pour qui veut s'informer ? La réponse est : la Commission européenne est toujours un mauvais élève pour communiquer avec ses citoyens ! Cependant, l'Europe n'est pas en reste de son ADN et de ses

fondamentaux. L'Europe est lente, certes, mais elle sait agir à qui ne sait point attendre..., et nous avons tendance à l'oublier. Facile !

N'oublions pas la devise européenne, « unie dans la diversité ». Cette union, même lissée par les annonces des États membres en ordre dispersé, reste inaltérable. Cette crise a impacté des économies et des cultures différentes, mais à la fin, tous les gouvernements ont adopté les mêmes mesures. Face à de défi d'un nouveau genre, l'Europe s'est mobilisée : très tôt des États membres se sont « associés » sur des essais cliniques de traitements expérimentaux contre le coronavirus, des États membres se sont entraïdés dans la gestion de la prise en charge des plus atteints. Il n'y a pas eu « d'eurofraticide » pendant les pics de la pandémie. Cela aurait pu être possible, mais cela n'a pas été le cas. Il n'y a pas eu d'explosions majeures sur les inégalités entre États membres.

N'oublions pas la dimension de l'excellente « anticipation » de l'Europe en matière de protection des données. L'Europe est à l'origine d'un règlement permettant aux individus de protéger leurs données personnelles. LA RGPD permet d'analyser des données que si elles sont anonymisées. L'Europe s'est donc donné les moyens de défendre un modèle de société dans un monde digital. Dans une crise sanitaire pareille, nous sommes protégés de l'emprise de certains acteurs sur nos données personnelles.

N'oublions pas qu'il est utile de rappeler l'engagement de l'Union européenne dans la santé et les soins. L'Union s'est engagée à soutenir la recherche de traitements et de vaccins, alors même que la politique commune de santé n'existe (pas encore, mais qui sait un jour !). Ainsi, l'Union européenne contribue pour plus d'un milliard d'euros dans le cadre d'un appel aux dons, aujourd'hui constitué à plus de 7 milliards, lancé avec des partenaires mondiaux. L'Union européenne a également mobilisé des fonds (une cinquantaine de millions) pour une vingtaine de projets de recherche sur les tests rapides. Enfin, l'Union européenne a mis à disposition près de 400 millions d'euro pour la recherche sur des nouveaux traitements. Toutes ces données sont disponibles auprès des instances européennes, et pas seulement dans les salles de rédaction de la Presse. La Commission européenne apporte également des soutiens directs auprès des systèmes de santé des États membres de l'Union pour financer, avec près de 3 milliards d'euro, l'aide d'urgence et le matériel.

Pour reprendre le fil de mon article, l'Europe a donc eu une réponse forte, là où elle est le plus « à l'aise » : l'économie. Ursula von der Leyen, a annoncé vouloir « *un plan Marshall pour assurer l'avenir de l'Europe* » Pour soutenir l'économie européenne qui affronte une récession historique, ce plan prévoit un fonds de 750 milliards d'euros, qui pourront être empruntés par la Commission sur les marchés. Cette dette commune, une première dans l'histoire européenne, sera à rembourser par les 27 d'ici 2058. Aux États membres de prendre le temps de rebondir !

À titre de comparaison, le *plan Marshall* (après son élaboration, il fut officiellement appelé « Programme de rétablissement européen », en anglais : *European Recovery Program*, ou ERP) représentait l'équivalent de moins de 200 milliards d'euros aujourd'hui. Programme des États-Unis, il représentait un ensemble de prêts accordés aux différents États de l'Europe pour aider à la reconstruction des villes et des installations bombardées lors de la Seconde Guerre Mondiale.

Revenons à notre actualité. En juillet dernier, les 27 dirigeants européens ont trouvé un accord sur un plan historique destiné à soutenir leurs économies frappées par la crise du coronavirus. Cet accord est « historique » pour les uns, « une erreur » pour d'autres.

Les changements semestriels de présidence de l'Union européenne passent souvent inaperçus, car là encore la communication fait défaut. Lors de la réunion des 27 en juillet dernier, c'était le tour de l'Allemagne. Et c'est une Angela Merkel, à la popularité retrouvée dans son pays du fait de son rôle dans la gestion de la Covid19, qui a opéré un virage spectaculaire en se rangeant aux côtés de ceux qui, à l'instar d'Emmanuel Macron et les dirigeants de l'Europe du Sud, plaident pour une mutualisation de la dette et des transferts financiers massifs entre les 27. Notons que la mutualisation d'une dette a toujours été un sujet tabou jusque-là en Allemagne. Angela Merkel a clamé haut et fort « *qu'il est d'intérêt de l'Allemagne que l'Union ne s'effondre pas* ». Serait-ce là des prémices à une réforme de l'Europe pour mutualiser plus souvent, et mieux encore, et dans d'autres domaines qu'une « simple » dette commune ?

En analysant la décision des 27 EM, l'Union Européenne aurait-elle franchi un pas ? Un pas solidaire qui pourrait entraîner une souveraineté assumée.

« Fracturée, brisée, diluée, atténuée, incapable, fragile », l'Europe ôte ces mots de la bouche de ses détracteurs. Et c'est tant mieux. Si nous nous penchons sur les autres initiatives dans le Monde, l'Europe a fait ce qu'il fallait. Elle a assumé son rôle.

Personnellement, et cela n'engage que ma plume, je pense -comme beaucoup- qu'il y aura un avant-Covid et un après-Covid, et en cela, il y aura une Europe d'avant la Covid et une Europe d'après la Covid. Cette pandémie nous a fait prendre conscience de beaucoup de choses. D'une part, d'un défi de se(re)construire dans un monde différent. Le contexte, dans lequel s'inscrit cette reconstruction, diffère de très loin les crises déjà passées. La nature des réponses que l'Europe doit apporter est encore en élaboration, mais l'Europe ne doit pas laisser passer cette chance exceptionnelle d'être un leader dans le monde. D'autre part, pour dépasser la crise de la Covid et affronter les autres (crises), car il y en aura d'autres, l'Europe doit dépasser ses clivages et proposer à ses citoyens un modèle de société. Un modèle de société où la liberté individuelle se conjugue avec la technologie, où ce modèle s'exprime dans sa diversité, dans un monde soutenable avec une digitalisation raisonnée.

Au sein d'Europe & Entreprises, nous sommes attentifs aux changements de la société. Nous sommes attentifs à nous adapter au monde, et plus particulièrement à l'Europe dont nous sommes ses citoyens entrepreneurs. Nous sommes tous conscients de la nécessité d'évoluer, de s'adapter, de raisonner différemment pour résonner dans le monde. L'Europe, du haut de ses soixante ans, n'a pas à rougir de sa position, bien au contraire !

Bien que nous soyons partenaires, les États-Unis ou d'autres comme la Chine ne porteront pas secours auprès de l'Europe. Nous ne sommes pas aux lendemains d'une guerre mondiale. Dans le cadre de la mondialisation, c'est un chacun pour soi pour se relever de cette crise. Dans les dernières prises de position de l'Europe, elle affiche clairement une nouvelle direction dans laquelle les citoyens européens se retrouvent pleinement, probablement plus que leurs gouvernants !

Demain, l'Europe doit être en mesure de proposer un pacte social fondé sur une économie soutenable. Et nous devons prendre un facteur en compte, jusque-là mal défini : l'incertitude. Jusqu'à cette crise de la Covid, bien qu'on ne puisse connaître l'avenir, les institutions et les gouvernants évaluaient des risques. Un risque est mesurable et peut être analysé à partir de données empiriques. L'incertitude à l'inverse, s'applique à des données que nous ne sommes pas en mesure d'évaluer *a priori*. Les gouvernements et les entreprises passent leur temps à évaluer des risques, mais il leur est impossible de faire de même avec l'incertitude. La crise de la



Covid correspond à une situation d'incertitude, car nous ne pouvons pas la comparer à un événement passé. C'est à ce moment précis de l'histoire où l'Europe doit saisir cette « opportunité » pour exister en tant que telle. Elle doit se réinventer, bousculer les modèles actuels, innover. Ancrée dans son ADN et ses fondamentales, l'Europe doit se positionner, être force de proposition et d'action pour ses citoyens européens. En s'obligeant ainsi, l'Europe répondra aux attentes des citoyens européens, avec un grand projet pourvu d'une dimension politique affirmée face aux autres puissances mondiales. Et comme l'a souligné Bruno Vever, dans son l'article de la précédente Lettre d'Europe & Entreprises, sur les consultations citoyennes, l'Europe déploie des moyens pour mieux les protéger. Le plan de relance est un premier moyen, d'autres devront suivre et renouveler ainsi la confiance.

Dans ces incertitudes, soyons acteur de notre citoyenneté européenne et non pas seulement spectateur !

François-Xavier BELLEST,
rédacteur en chef, administrateur d'Europe et Entreprises.



Informations sur l'Association

N'hésitez pas à consulter notre site www.europe-entreprises.com , vous y trouverez :

- une présentation de l'Association,
- nos dernières informations: tribunes, vidéos, notes...,
- nos anciennes Lettres.

Nous vous rappelons que vous pouvez participer à la *Lettre Europe & Entreprises* en envoyant à la Rédaction vos articles et partager ainsi vos points de vue. Les propos rédigés ne devront pas être contraires à nos valeurs et rester neutres dans la dimension politique. Votre article sera soumis au Comité de rédaction avant décision de publication. Nous pourrions être amenés à vous faire part de commentaires, coupures ou ajouts avant diffusion.

EUROPE & ENTREPRISES

Association loi 1901

Maison de l'Europe de Paris

29 avenue Villiers

75017 Paris

www.europe-entreprises.com

Président, Directeur de la Publication :

Dominique Bertrand

Rédaction : entreprise_europeenne@yahoo.fr

Rédacteur en chef : François-Xavier Bellest

Éditorialiste : Bruno Vever

Production : Europe & Entreprises

Numéro ISSN : 1638-6094

Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe.



EUROPE & ENTREPRISES
Association for euro-entrepreneurs

Lettres d'Europe et Entreprises – Septembre 2020 – n°82